

Autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Est : Un aperçu régional

L'Afrique de l'Est est la région du continent qui connaît la croissance la plus rapide, ses économies nationales enregistrant une progression annuelle de 6 à 10 %. Pourtant, malgré cette croissance impressionnante, la région connaît des taux de pauvreté élevés, aggravés par les inégalités sous-jacentes entre les sexes. Le renforcement de l'autonomisation économique des femmes (AEF) en Afrique de l'Est est essentiel pour la croissance économique nationale, les droits humains et les progrès vers les objectifs de développement durable adoptés au niveau mondial.

Quels sont les facteurs qui favorisent ou entravent l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Est, et quelles sont les répercussions pour la politique et la recherche ?

Pour mieux comprendre l'autonomisation économique des femmes et les lacunes en matière de données, l'organisation Euromonitor International a étudié la documentation et les données existantes sur les causes et les effets de la ségrégation du marché du travail dans cinq pays d'Afrique de l'Est : l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda. Elle a aussi examiné le rôle du travail de soins non rémunéré comme obstacle à l'AEF, et le potentiel des collectifs de femmes à améliorer leurs débouchés.

Statut économique des femmes en Afrique de l'Est

Bien que les femmes participent activement aux marchés du travail dans toute l'Afrique de l'Est, elles sont loin derrière les hommes dans tous les pays sauf au Rwanda, avec des taux de participation allant d'un minimum de 67 % en Ouganda à un maximum de 84 % au Rwanda.

La ségrégation entre les sexes sur le marché du travail est profondément enracinée dans toute la région, les femmes étant surreprésentées dans l'économie informelle et recherchant souvent des débouchés dans l'agriculture ou le commerce par détresse financière ou par besoin de concilier travail et obligations familiales. Dans le secteur formel, ces mêmes secteurs, ainsi que l'industrie hôtelière, sont également dominés

Parmi les priorités pour faire progresser l'AEF dans la région, citons :



Les réformes juridiques en cours appuyant l'autonomisation des femmes



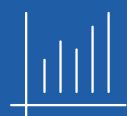
Des solutions intégrées pour supprimer la ségrégation dans l'éducation, s'attaquer au problème des soins non rémunérés et réduire la discrimination



Exploiter le succès des collectifs de femmes



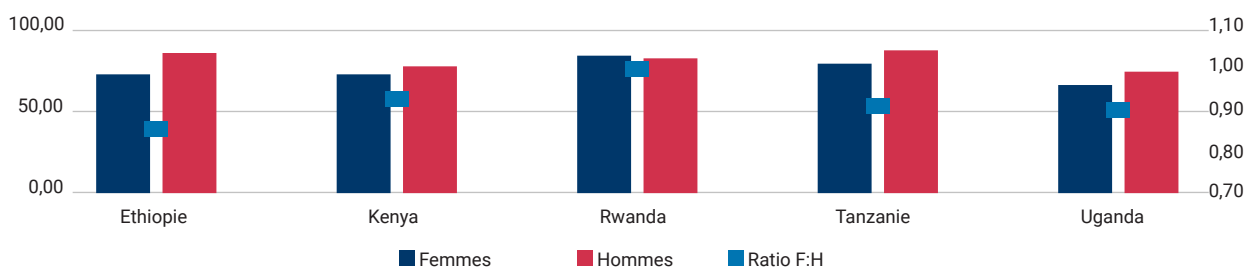
Comblar les principales lacunes en matière de données



Obtenir des données locales sur ce qui fonctionne



Afrique de l'Est: Taux de participation à la main d'œuvre par sexe



Source: ILO Modeled Estimates

par les femmes. Les femmes ayant un emploi formel sont plus susceptibles d'occuper des postes de soutien administratif ou de service et de vente plutôt que des postes bien rémunérés comme ceux de gestionnaire, de technicienne ou de professionnelle.

Dans chaque pays, il existe des industries particulières qui emploient plus de femmes que d'hommes, comme le textile en Éthiopie ou la construction de routes au Rwanda. Toutefois, même dans ces secteurs, les femmes sont plus susceptibles d'avoir des emplois moins bien rémunérés et ont deux fois moins de chances d'occuper des postes de direction, professionnels ou techniques. La relégation des femmes dans le travail informel et dans les échelons inférieurs de certaines industries formelles limite leur potentiel de rémunération, la stabilité de leurs revenus et la possibilité d'améliorer leur bien-être. Elle peut également

décourager la participation des femmes au marché du travail et limiter leur potentiel en même temps que la croissance économique.

Facteurs et obstacles

La ségrégation professionnelle fondée sur le sexe est ancrée dans les normes sociales et est aggravée par la discrimination et la ségrégation en matière d'éducation. Elle est aussi fortement influencée par le travail de soins non rémunéré, car les femmes sont souvent limitées à des activités économiques qui leur permettent de gagner un revenu tout en s'acquittant de leurs responsabilités familiales. En Afrique de l'Est, les femmes passent deux à cinq fois plus d'heures que les hommes à s'occuper des enfants, des personnes âgées, des malades et à effectuer d'autres tâches non rémunérées.

Les principales lacunes en matière de données sont les suivantes :

- l'emploi des femmes par profession et activité économique;
- l'emploi informel des femmes par secteur;
- les schémas d'emploi du temps ventilés par sexe.

Cette ségrégation du travail a vu les débouchés économiques des femmes affectés de manière disproportionnée par la COVID-19. En effet, la crise mondiale a perturbé les marchés, interrompu les chaînes d'approvisionnement et forcé des millions d'entreprises en Afrique de l'Est à fermer ou à réduire leurs activités. Les industries les plus touchées par ces fermetures ont une part plus élevée d'emploi féminin, notamment le tourisme, la restauration et l'hébergement.

Des solutions du côté de l'offre à la ségrégation professionnelle fondée sur le sexe dans le secteur formel peuvent passer par le renforcement des compétences et les efforts visant à réduire la ségrégation dans l'éducation. Du côté de la demande, on peut combattre la ségrégation en adoptant des quotas de femmes dans les postes de direction et de cadres supérieurs. Des politiques de soutien aux mères qui travaillent, telles que les congés familiaux payés et les horaires flexibles, permettent à un plus grand nombre de femmes d'entrer sur le marché du travail formel. Toutefois, pour profiter à celles qui restent dans le secteur informel, la création de nouveaux débouchés nécessitera un changement dans les normes sociales et la fin de la discrimination.

On peut combattre la répartition inéquitable du travail de soins non rémunérés en réduisant la charge ou en la redistribuant. Au chapitre de la redistribution, les initiatives de formation qui renforcent le pouvoir des femmes dans les négociations au sein du ménage ou qui encouragent les hommes à reconnaître le travail, rémunéré ou non, des femmes se sont avérées efficaces dans les quelques contextes étudiés. Il faut davantage de données sur l'efficacité de la mise en oeuvre et sur l'effet de ces efforts.

Le travail de soins non rémunéré des femmes peut également être réduit au niveau du ménage par l'amélioration des infrastructures et la fourniture de soins subventionnés. La preuve de l'efficacité de ces solutions est limitée, car elles n'ont été testées que dans quelques endroits. En outre, le manque de données de qualité et ventilées par sexe sur l'emploi du temps dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est empêche les chercheurs d'évaluer l'ampleur réelle du travail de soins non rémunéré des femmes et la façon dont il varie entre les milieux urbains et ruraux ou entre les économies.

Dans les secteurs formel et informel, les organisations collectives au service des femmes sont un moteur de l'amélioration des débouchés économiques et des

revenus en Afrique de l'Est. Bien que leur fonction et leur forme varient - des coopératives agricoles aux organisations professionnelles - les collectifs de femmes permettent aux participantes de mettre en commun leurs voix et leurs ressources pour plaider en faveur d'une amélioration des possibilités. Ils combinent souvent la formation, les ressources ou la mise en réseau avec des actions économiques autonomes comme l'épargne ou les campagnes de sensibilisation. Les collectifs de femmes se sont révélés efficaces pour améliorer les revenus, tout en renforçant l'autonomie de leurs membres grâce à l'épanouissement personnel. Plusieurs évaluations des résultats ont mesuré l'efficacité de ce moteur clé dans des contextes spécifiques, mais il faut réaliser des évaluations stratégiques pour tester quels types de collectifs pourraient être plus efficaces dans chaque lieu.

Répercussions sur la recherche et les politiques

L'analyse montre un large éventail de politiques et de programmes existants visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Est. Si certains se sont avérés efficaces dans certains contextes et peuvent être prêts à être adaptés à d'autres situations locales, d'autres nécessitent davantage de recherches. Parmi les priorités de recherche et de politique pour faire progresser l'AEF dans la région, citons notamment :

- **Les réformes juridiques en cours appuyant l'autonomisation des femmes**
L'amélioration de la condition, de l'héritage et des pensions des femmes sont les principales étapes restantes de l'institutionnalisation des droits des femmes en Afrique de l'Est. C'est un défi permanent dans les zones rurales où les lois coutumières ou traditionnelles sont en conflit avec le droit national, mais ces protections juridiques sont nécessaires pour préserver la capacité des femmes à accumuler des biens.
- **Des solutions intégrées pour supprimer la ségrégation dans l'éducation, s'attaquer au problème des soins non rémunérés et réduire la discrimination**
La diversification des débouchés économiques des femmes exige aussi des politiques et des programmes visant à éliminer la ségrégation dans l'éducation et à réduire la discrimination en matière d'emploi. Il faut aussi des solutions intégrées pour s'attaquer aux problèmes du travail de soins non rémunéré et de la ségrégation de l'emploi. Dans les secteurs informels, l'évolution des normes est la stratégie la plus efficace. Dans le secteur public, les programmes de travaux publics qui intègrent la garde d'enfants ont profité aux femmes et leur ont permis de tirer des leçons sur les façons de procéder. Dans le secteur formel, les congés familiaux et les services de garde d'enfants peuvent améliorer l'accès des femmes à l'emploi et la gamme de possibilités qui s'offrent à elles.
- **Exploiter le succès des collectifs de femmes**
Les décideurs politiques et les responsables de la mise en oeuvre des programmes doivent tenir

compte du succès des collectifs de femmes qui ont réussi à améliorer les résultats économiques des femmes et leur capacité d'agir. Par exemple, il a été démontré que les coopératives agricoles qui améliorent l'accès aux intrants et aux marchés permettent aux femmes de sortir de la pauvreté en Ouganda, où une agriculture plus efficace est un élément clé du plan de développement national. Les collectifs d'entreprises au Rwanda ont augmenté le nombre d'entreprises détenues par des femmes, tandis que les programmes d'épargne au Kenya ont permis d'améliorer considérablement leur bien-être. Il faut mettre en oeuvre des programmes spécifiques à un pays ou à une industrie à plus grande échelle, tout en s'efforçant de mesurer leur effet et de renforcer leur mise en oeuvre en cours de route.

- **Comblent les principales lacunes en matière de données**

Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les facteurs de réussite et suivre les progrès de l'autonomisation économique des femmes. Les lacunes en matière de données quantitatives exigeront de nouveaux efforts de collecte de données de la part d'organismes de recherche dotés des capacités nécessaires, tels que les agences centrales de statistiques et les organismes donateurs. Parmi les principales lacunes en matière de données, citons l'emploi des femmes par profession et par activité économique, dont les chiffres pour l'Éthiopie et la Tanzanie ne sont pas actualisés. Les pays d'Afrique de l'Est disposent de peu de données ventilées par sexe sur l'emploi informel et les constantes sur l'emploi

du temps. En outre, la plupart des pays manquent de données sur les professions et les salaires des femmes dans les industries par rapport aux hommes, à l'exception de l'Éthiopie et du Rwanda. Ces statistiques aideront les chercheurs et les responsables de la mise en oeuvre à suivre les progrès et à comprendre toute l'étendue et la nature des possibilités économiques pour les femmes.

- **Obtenir des données locales sur ce qui fonctionne**

Les faits confirment que la localisation est la clé d'une recherche et d'une élaboration de politiques efficaces, certains programmes fonctionnant dans un contexte, mais pas dans d'autres. Afin d'aider les responsables de la mise en oeuvre à maximiser les moteurs de l'AEF et à réduire au minimum les obstacles dans chaque contexte, des études de moindre envergure telles que des évaluations d'impact, des évaluations de processus ou des examens qualitatifs peuvent fournir des données locales précieuses sur ce qui fonctionne. Par exemple, alors que les collectifs d'inclusion financière au Kenya ont réussi à améliorer les revenus grâce à des formations en alphabétisation numérique, il n'y a aucune donnée sur l'efficacité de ces formations dans les contextes ruraux et urbains; il n'est pas non plus certain qu'on obtiendrait les mêmes résultats dans des pays où les plateformes de paiement numérique sont moins développées. L'adaptation des stratégies aux différents contextes nécessitera une participation locale, des études-pilotes, la conception d'initiatives intégrant des mesures d'évaluation et un déploiement à grande échelle si les résultats semblent concluants.

*L'initiative **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) – Afrique de l'Est** vise à stimuler un changement transformateur pour faire progresser l'égalité des genres dans le milieu de travail. Il s'agit du fruit d'un partenariat entre la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. S'appuyant sur le succès de l'initiative concertée CEDEF, CEDEF Afrique de l'Est vise à renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes marginalisées dans cinq pays cibles : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda. Elle favorisera l'acquisition de nouvelles connaissances, innovations et solutions dans les pays afin d'éclairer les politiques et programmes relatifs au travail non rémunéré dans le domaine des soins, à la ségrégation des sexes sur le marché du travail et à l'emploi des femmes.*

Des documents d'orientation ont été commandités pour chacun de ces pays, ainsi qu'un aperçu régional, afin de constituer une base de référence qui permettra de suivre les progrès de la mise en oeuvre de CEDEF Afrique de l'Est. Cette note de synthèse est basée sur le document « Women's economic empowerment in East Africa: An analysis of the literature and data » par Euromonitor International.

Financé par:

BILL & MELINDA
GATES foundation

WILLIAM + FLORA
Hewlett Foundation



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Growth and Economic Opportunities for Women (GrOW) East Africa

International Development Research Centre; PO Box 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9

Phone: +1 613 2366163

Fax: +1 613 657 7749

Email: grow@idrc.ca

Website: www.idrc.ca/grow-eastafrica